

Projet du 24.03.2025

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de la réalisation de la seconde étape de la planifications pénitentiaire 2016–2026 (Déménagement de la Prison centrale), EDFR II

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du Canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE),

Vu le décret du 28 mai 2020 relatif à l'octroi d'un crédit d'études en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026,

Vu le décret du 6 février 2024 relatif à l'octroi d'un crédit d'études additionnel en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026,

Vu le message 2024-DIME-240 du Conseil d'Etat du 24 mars 2025,

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement de 53'060'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 (Déménagement de la Prison centrale), EDFR II.

² Le coût global du projet est estimé à 70'750'000 francs. Des subventions fédérales sont attendues à hauteur de 13'600'000 francs. Des dépenses ont été engagés pour les frais d'études pour un montant de 4'090'000 francs à charge du crédit d'études du 28 mai 2020 (décret ROF 2020_065) et du crédit d'études additionnel du 6 février 2024 en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 (décret ROF 2024_010).

³ L'administration des finances est autorisée à faire l'avance des subventions fédérales précitées.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets annuels sous le centre de charge EBEL 3365 et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat (LFE).

Art. 3

¹ Les dépenses d'investissement prévues à l'article 1 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

Art. 4

¹ Le coût des travaux est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté en avril 2024 et établi à 115,4 points dans la catégorie «Nouvelle construction – Espace Mittelland» (base octobre 2020 = 100 pts).

² Le crédit d'engagement sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date d'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier obligatoire.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

[Signatures]

La Présidente: F. SAVOY

La Secrétaire générale: M. HAYOZ